

MINISTÈRE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE, DE L'ÉNERGIE, DU CLIMAT ET DE LA PRÉVENTION DES RISQUES

Liberté Égalité Fraternité



Cadre international et européen sur la qualité de l'air

Convention de Genève/ pollution transfrontalière

• Protocole de Göteborg de 1999 :

•Revu en 2012 pour fixer des plafonds d'émissions en SO₂, NOx, COV, NH₃ en 2020

Directive 2016/2284 CE, « NEC »

• Objectifs de réduction des émissions :

- Définition des objectifs de réductions d'émissions nationaux de certains polluants atmosphériques
- PREPA
- •Inventaires de polluants, projections d'émissions

Directive 2008/50/CE

2004/107/CE

Concentrations et plans d'action locaux :

•Surveillance, information du public, plans d'action locaux, NOx, PM_{10} , $PM_{2,5}$, SO_2 , métaux lourds, benzène, CO, O_3

Directive et règlements sectoriels

- •Transports: carburants, EMNR, normes EURO...
- •Industrie : directives : émissions industrielles (IED), installations de combustion, BREF, écoconception des petites chaudières
- •Etc.



Le Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques

Le **PREPA** 2022-2025 est le programme d'actions pluri-sectoriel d'amélioration de la qualité de l'air à l'horizon 2025, dans le cadre d'une visibilité jusqu'à 2030. Il est composé:

• d'un <u>décret n° 2017-949 du 10 mai 2017</u> **fixant des objectifs chiffrés de réduction des émissions** pour SO2, NOx, COVNM, NH3 et PM2,5 (objectifs identiques à ceux définis dans la directive NEC)

Polluants (réduction en % des émissions de 2005)	Objectifs 2020	Objectifs 2025	Objectifs 2030
SO ₂	- 55 %	- 66 %	- 77 %
NOx	- 50 %	- 60 %	- 69 %
COVNM	- 43 %	- 47 %	- 52 %
PM _{2,5}	- 27 %	- 42 %	- 57 %
NH ₃	- 4 %	- 8 %	- 13 %





<u>Le Plan national de réduction des émissions de polluants atmosphériques</u>

L'arrêté du 8 décembre 2022 établit, pour la période 2022-2025, les actions prioritaires et les modalités opérationnelles pour y parvenir.

- Ce plan d'action est mis à jour tous les 4 ans.
- Il couvre 4 secteurs d'activités: <u>Industrie</u>, <u>transport</u>, <u>résidentiel/tertiaire et agriculture</u>
- Il est suivi par le Conseil national de l'air

https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/23028 PREPA BATweb.pdf





PREPA: 4 volets sectoriels selon les émissions



NO₂ PM₁₀ PM_{2.5}

NO₂ PM₁₀ PM_{2.5} SO₂

RÉSIDENTIEL

NO₂ PM₁₀ PM_{2.5}

<u>Transport routier</u>:

- Evolutions liées à la Loi d'orientation des mobilités et à la Loi climat et résilience (ZFE-m, mesures d'accompagnement du déploiement de véhicules électriques, inciter à l'usage du vélo, etc.)
- Poursuivre l'accompagnement financier du renouvellement de flotte de véhicules 2,7 Mds€)
- Financements du plan de relance (dont accélération des investissements pour les mobilités du quotidien : 1,2 Mds€ et le désenclavement des territoires : 500 M€)
- Etc.

Transport non routier:

- Financement du plan de relance notamment 4,7Mds€ pour la régénération et la modernisation du réseau ferroviaire ; stratégie ferroviaire adoptée en septembre 2021
- Stratégie nationale portuaire, adoptée le 22 janvier 2021 (400 M€), création de zones de contrôles des émissions à l'OMI
- Renforcement de la réglementation sur les groupes auxiliaires de puissance (aérien)
- Etc.
- Mise en œuvre du **plan « chauffage au bois »** publié en juillet 2021 (3 à 6 M€/an pour le fonds air bois)
- Poursuite des actions sur la rénovation énergétique (loi climat et résilience, MPR : 7 M€ supplémentaires estimés pour 2022 pour le chauffage bois)
- Etc.



PREPA: 4 volets sectoriels selon les émissions

AGRICULTURE

NH3

- Mettre en place une réglementation sur les buses palettes qui favorise des matériels plus vertueux en matière d'émission d'ammoniac ou l'enfouissement rapide, en cohérence avec le Plan matériels d'épandage moins émissifs
- **Promouvoir l'incorporation, l'enfouissement**, l'injection et l'infiltration rapides des fertilisants azotés les plus émissifs
- Mobiliser des financements européens, nationaux et locaux pour aider à l'investissement en matériels vertueux : le Programme d'investissement d'avenir
- **Diffuser et former** aux bonnes pratiques agricoles, etc.
- Plan de relance (28 M€) et France 2030 (en cours)

INDUSTRIE

NO2 COV PM

Augmenter le **contrôle des installations classées (ICPE)** dans les zones les plus polluées et pour les installations les plus émettrices [mesures de réduction des émissions au niveau UE – notamment **IED**]

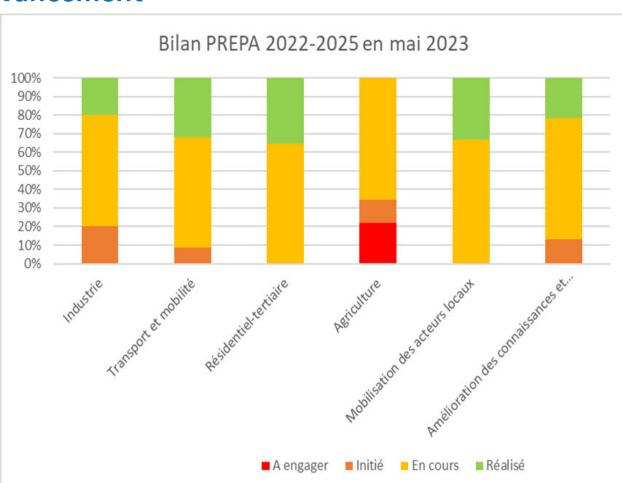
RECHERCHE

- Poursuite des travaux de recherche axés sur les particules de freinage, meilleure connaissance de l'ozone et améliorer la prise en compte des pratiques agricoles dans les inventaires d'émissions de polluants.
 - Programme de recherche de l'ADEME : AQACIA (7M€/ 2 ans)



PREPA: état d'avancement

Dernier point d'avancement du PREPA présenté en Conseil national de l'air (mai 2023)





Exemples d'action:

Exemple 1 Transport routier : les zones à faibles émissions (ZFE)

Pour protéger les populations dans les zones denses les plus polluées, la circulation des véhicules les plus polluants peut y être restreinte, comme dans plusieurs centaines de villes en Europe.

== > Outil à la main des collectivités, qui en définissent le paramétrage dans le respect des contraintes légales, et notamment :

- Le périmètre de la ZFE : Les ZFE doivent courir >50% de la population de l'EPCI le plus peuplé
- Les cibles des interdictions de circulation des véhicules, en fonction de :
 - Leur vignette Crit'Air, correspondant à leur niveau d'émission
 - La <u>catégorie de véhicule</u> (2RM, VP, VUL, PL)



- Les dérogations locales
- Le calendrier d'évolution des interdictions de circulation, les agglomérations en dépassement des valeurs limites (Ile de France et Lyon) doivent respecter depuis la LCR un calendrier de restrictions pour les VP (voitures) :
 - interdiction de circulation des Crit'Air 5 et non classés en 2023
 - des Crit'Air 4 en 2024
 - des Crit'Air 3 en 2025



Cartographie des ZFE

ZFE existantes

ZFE à venir

- dépassement régulier des normes de qualité de l'air constaté (2019-2023) : calendrier minimal de restrictions imposé par la loi pour la circulation des automobiles
- teneur en polluants régulièrement supérieure aux recommandations de l'Organisation Mondiale de la Santé, mais pas de dépassement régulier constaté des normes de qualité de l'air (2019 - 2023)





Exemple 2 - Transport maritime: focus sur les zones ECA

- Au niveau international (OMI Organisation maritime internationale) : abaissement du taux de souffre maximum pouvant être utilisé par les navires : de 3,5% à 0,5% depuis le 1^{er} janvier 2020
- Taux de souffre réduit lors de l'utilisation à quai et au mouillage (directive européenne)

Zones ECA – concernent une zone définie mais doit être adopté à l'OMI :

- SECA : zone de contrôle des émissions de SOx (teneur en souffre du carburant de maximum 0,1%)
- NECA : zone de contrôle des émissions de NOx

En France:

- Manche: SECA depuis 2007, NECA depuis 2021
- Méditerranée : projet de SECA adopté à l'OMI. Entrée en vigueur prévue en 2025. Zone ECA en projet.
- En projet pour la façade Atlantique



Plans locaux : plans de protection de l'atmosphère (PPA)

- Obligatoire pour toutes les agglomérations de plus de 250 000 habitants ou dans des zones en dépassement ou à risque de dépassement des normes de qualité de l'air (concentrations dans l'air)
- Lorsqu'il y a un dépassement, le PPA doit permettre d'en sortir afin que la période de dépassement soit la plus courte possible
- Les actions peuvent toucher l'ensemble des secteurs
- Plans issus de la directive qualité de l'air ambiant
- Signés par le Préfet
- Les plans locaux sur le chauffage au bois domestiques peuvent être intégrés aux PPA

N.B.: il existe également des plans élaborés par les collectivités locales, notamment les plans qualité de l'air des PCAET.

